

La France, pionnière d'une Communauté européenne de l'énergie

Jacques Delors,
Sami Andoura et
Michel Derdevet

L'ancien président de la Commission européenne*, qui cosigne avec deux universitaires, plaide pour une accélération de la coopération de l'UE dans le domaine énergétique.

Il y a plus de soixante ans, à l'aube de la création de l'Europe moderne, la mise en commun des productions de charbon et d'acier, placée sous l'égide d'une Haute Autorité commune, allait constituer une étape majeure vers une solidarité énergétique renforcée entre les six pays partenaires et une réussite incontestée dans la paix retrouvée du Vieux Continent.

Aujourd'hui encore, ce projet commun a conservé toute sa pertinence. Les divers débats nationaux récemment engagés autour de la transition énergétique constituent une formidable opportunité pour amorcer une véritable politique intégrée de l'énergie, inscrite en filigrane dans le traité de Lisbonne. L'enjeu pour l'Europe, dans un moment pour le moins difficile, est de s'affirmer comme

un leader dans la transition vers des systèmes énergétiques avant tout durables, mais également compétitifs et fiables.

Pour cela, les Européens doivent collectivement dépasser les « patriotismes énergétiques », cette valse-hésitation permanente qui fait qu'on ne sait plus qui garantit, entre les États membres et l'Union, les intérêts communs des peuples d'Europe.

Il est évident en effet, quels que soient les chantiers environnementaux ou énergétiques du moment, que le recours à des choix isolés, nationaux, est source de repli

et de recul pour l'ensemble des économies européennes. L'énergie est certes une compétence partagée entre l'UE et ses États membres, et il n'y aura pas demain, par miracle, un mix énergétique européen unique. Mais cela ne doit pas être le prétexte derrière lequel on se retranche pour expliquer le manque criant de coopération entre États membres : une réelle interdépendance énergétique existe entre eux, qu'il nous appartient de faire vivre.

Afin de redonner du poids au politique, il est urgent de s'affranchir des palinodies techniques et autres débats d'experts, hermétiques au sens commun, et de faire preuve d'une ambition nouvelle en créant une vraie « Communauté européenne de l'énergie », reprenant en cela la juste vision défendue depuis plusieurs années par Notre Europe - Institut Jacques Delors, et soutenu activement par Jerzy Buzek, alors président du Parlement européen. Le président de la République François Hollande l'a fait, à plusieurs reprises, tout au long de 2012, ouvrant ainsi une perspective historique et politique forte. Il importera, demain, d'y impliquer en amont le citoyen européen, qui réclame ce projet commun, comme le montrent les récentes études d'opinions.

Loin du repli craintif face aux pays tiers producteurs de gaz ou de pétrole (Russie, Algérie et autres de la Caspienne ou d'ailleurs), cette nouvelle Communauté pourrait nouer avec ces derniers de vrais partenariats énergétiques, globaux et équilibrés, à condition que l'UE parle d'une seule voix et s'affirme comme un acteur stratégique et respecté dans ce domaine. Dans le cadre de nos partena-

riats de bon voisinage avec les pays du sud de la Méditerranée et de l'est de l'Europe, cette communauté aurait comme mission d'élaborer une vraie politique énergétique industrielle commune, pour faire émerger les entreprises de demain, vecteurs d'un développement énergétique respectueux de la planète.

Elle pourrait aussi, très rapidement, s'atteler au renforcement des interconnexions et des échanges solidaire entre ses membres, nécessaires au développement et au partage - par-delà les frontières et les « cultures » énergéti-

Loin du repli craintif face aux pays tiers producteurs de gaz ou de pétrole, cette nouvelle Communauté pourrait nouer avec ces derniers de vrais partenariats énergétiques, à condition que l'UE parle d'une seule voix

ques - des énergies décarbonées, et ainsi favoriser la nécessaire coopération entre États voisins structurée autour de groupements régionaux. Cela impliquera en outre pour l'Union de disposer d'un budget européen dédié à l'énergie et l'environnement qui soit à la hauteur des défis à relever, mais aussi des instruments indispensables au financement de ces infrastructures.

Elle devrait enfin avoir à nos yeux un volet social, en instaurant des règles communes pour l'accès de tous à l'énergie ; la « pauvreté énergétique » est aujourd'hui une réalité vécue par des millions d'Européens, qui ne pourront pas cet hiver payer leurs factures d'électricité ou de gaz et qu'on ne peut abandonner au

bord de la route. L'impulsion politique pour lutter contre ce phénomène doit venir de l'Europe elle-même, comme il en a déjà été le cas par le passé dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Aujourd'hui, la France s'engage dans un grand débat sur sa transition vers un mode de société durable, plus respectueux de l'environnement, et soucieux des générations futures. Il appartiendra aux responsables politiques français, comme européens, que ce débat ne soit pas purement national mais s'appuie sur le cadre européen pour revêtir toute sa pertinence et ne pas occulter certains

des enjeux de coopération et de solidarité qui pèseront sur les choix à venir. Gageons que ceux-ci n'y restent pas sourds et sachent dans les mois à venir faire preuve de toute l'audace nécessaire.

Par l'énergie, l'Europe peut demain renouer le lien avec les citoyens du Vieux Continent, expliciter le sens du projet commun et leur montrer qu'elle agit dans l'intérêt de tous, évitant ainsi caricatures et incompréhensions.

* Aujourd'hui président fondateur du think-tank Notre Europe - Institut Jacques Delors. Les deux cosignataires spécialisés dans l'énergie sont chercheurs seniors à Notre Europe - Institut Jacques Delors et professeur au Collège d'Europe de Bruges.



JACQUES DELORS